

Les lettres d'actualité – Italie

Regards sur l'économie italienne

La lettre économique et financière – 8 septembre 2017

SOMMAIRE

CONJONCTURE ECONOMIQUE

- Tableau de bord
- La croissance économique italienne confirme sa dynamique au 2^{ème} trimestre

SECTEUR FINANCIER

- Le secteur bancaire italien montre des signes de reprise

SECTEUR IMMOBILIER

- Les investissements dans le secteur de l'immobilier croissent en 2017
- Les prix de l'immobilier révèlent une tendance haussière

CONJONCTURE ECONOMIQUE

TABLEAU DE BORD

Indicateur	Date valeur	Valeur	Tendance	Indicateur	Date valeur	Valeur	Tendance
Croissance PIB (g.a.)	2 ^e trim. 2017	+1,5%	↗	Inflation IPCH (g.a.)	août 2017	+1,4%	↗
Taux de chômage	juillet 2017	11,3%	→	Inflation sous-jacente IPCH (g.a.)	juillet 2017	+1,2%	→
Taux de chômage des jeunes	juillet 2017	35,5%	→	Production industrielle (g.a.)	juin 2017	+1,1%	↗

Source : Elaboration SER de Rome à partir de données ISTAT

La croissance économique italienne confirme sa dynamique au 2^{ème} trimestre

Selon les [données publiées par l'Institut de statistiques italien ISTAT le 1er septembre 2017](#), la dynamique de croissance de l'économie italienne se maintient pour le troisième trimestre consécutif à +0,4% au 2^{ème} trimestre 2017 (+1,5% en glissement annuel). L'acquis de croissance s'établit ainsi à +1,2% pour 2017.

Les contributions à la croissance du PIB réel trimestriel italien viennent essentiellement de la variation des stocks et acquisitions nettes d'objets de valeur (+0,1 point) et de la demande interne (+0,3 point

hors stocks), alors que la contribution du commerce extérieur est nulle. La demande interne est soutenue par une nouvelle progression des dépenses de consommation des ménages et ISBLM (+0,3% par rapport au trimestre précédent après +0,5% au 1er trimestre) et la reprise des investissements hors construction (+1,8% après -3,5%), en particulier en moyens de transport (+8,2%).

La valeur ajoutée de l'industrie s'est accrue de 0,9%, après la baisse légère du trimestre précédent (-0,5%), ainsi que celle des services (+0,4%). A l'inverse, les secteurs agriculture-sylviculture-pêche et construction voient leur valeur ajoutée se réduire respectivement de -2,2% et -0,4% (+3,5% et +0,5% au 1er trimestre).

La dynamique de croissance italienne reste toutefois plus faible que celle de la zone euro (+2,3% au 2^{ème} trimestre 2017 en glissement annuel) et des autres principaux pays européens : +2,1% pour l'Allemagne, +1,7% pour la France et +3,1% pour l'Espagne ([source Eurostat](#)).

SECTEUR FINANCIER

Le secteur bancaire italien montre des signes de reprise

Les solutions apportées, avec le soutien de l'Etat, aux banques vénitiennes (Veneto Banca et Banca Popolare di Vicenza) et à la banque Monte dei Paschi di Siena (MPS) ont contribué à rassurer les marchés financiers.

La situation patrimoniale des banques s'est améliorée en moyenne, notamment sous l'effet de l'augmentation de capital de 13 Md€ de la banque UniCredit. Le ratio CET1 moyen des groupes bancaires significatifs a gagné 1,1 point au 1er trimestre 2017 et atteint 11,5% fin mars.

Parallèlement, les encours de crédits détériorés (*Non performing loans* ou NPL) décroissent légèrement. Ainsi, pour les banques placées sous supervision européenne, le taux de NPL par rapport à l'encours total de prêts est en léger recul en premier trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent, aussi bien en valeur brute (17,5% contre 17,6%) qu'en valeur nette (9,2% contre 9,4%). Le ratio de nouveaux prêts non performants sur le total des prêts s'élève à 2,4% au premier trimestre 2017. Ce flux de nouveaux prêts non performants est revenu à son niveau d'avant-crise en ce qui concerne les prêts aux ménages (1,6%) et reste légèrement au-dessus pour les prêts aux entreprises (3,6%). Le taux de couverture des NPL a continué à augmenter, de 51,7% à 52,8% et se situe ainsi 7,5 points au-dessus de la moyenne des banques européennes importantes. En ce qui concerne les banques moins significatives, le taux de couverture est de 42,2% (contre 42,4 % en moyenne européenne).

En outre, l'octroi de crédit bancaire bénéficie de la reprise globale de l'économie mais aussi de la politique monétaire de la BCE (taux faibles, programme de rachat d'actifs) et témoigne d'une très légère hausse depuis 2016 (+0,7% en mai 2017 par rapport à mai 2016). La reprise du crédit est plus favorable aux ménages (+3% entre mai 2016 et mai 2017), alors qu'elle stagne en ce qui concerne les entreprises (+0,3% sur la même période).

SECTEUR IMMOBILIER

Les investissements immobiliers croissent en 2017

Les investissements dans le secteur de l'immobilier augmentent et semblent devoir atteindre un record historique. D'après les données de *l'Ufficio Studi Gabetti*, le volume des investissements se monte à environ 4,93 Md€ au 1er semestre 2017, soit une augmentation de 12,8% par rapport au 1er semestre 2016 (4,37 Md€). Ils portent pour l'essentiel (39,9%) sur l'immobilier de bureau, avec des investissements à hauteur d'environ 2 Md€, les commerces de détail avec des investissements à hauteur d'un peu plus de 1 Md€ qui représentent 20,6% du total, et le secteur de l'hôtellerie où se

concentrent 11,8% des investissements pour un montant de 582 M€. Les investissements dans les secteurs industriels, de la santé et des résidences médicalisées et résidentiels sont nettement moins significatifs (7,4% du total des investissements). La plupart des investissements immobiliers sont localisés dans le Nord de l'Italie, la ville de Milan en concentrant à elle seule 24,6%.

Les prix de l'immobilier suivent une tendance haussière

Selon une étude de l'institut de recherche "*Scenari immobiliari*", le chiffre d'affaires du secteur de l'immobilier augmentera de 6% en 2017 et de 9% en 2018 dans les cinq principaux pays européens. Pour l'Europe des 28, cette croissance sera de 12,8% en 2017. En Italie, l'augmentation moyenne du chiffre d'affaires de l'immobilier résidentiel serait de 0,3% en 2017 et est estimée par l'institut à +1,1% en 2018. Les différences géographiques sont toutefois marquées, avec des prix en nette hausse à Milan et Venise mais en stagnation ou légère baisse dans la plupart des autres villes importantes. Ainsi, à Milan le prix des logements devrait augmenter de 3,1% en 2017 et de 5,1% en 2018.

L'étude analyse également l'effet de la décennie de crise sur les divers marchés européens, qui n'a épargné que l'Allemagne mais a provoqué une baisse du chiffre d'affaire de l'immobilier de 7,3% en Europe ainsi qu'une chute des prix des logements de presque 9% sur les cinq 5 principaux marchés, et de 35,6% en Espagne et 15,6% en Italie. Cependant, les villes de Milan et Rome ont fait preuve de résilience face à la crise et arborent une cotation moyenne légèrement supérieure à celle d'il y a 10 ans. La reprise en cours devrait se traduire en Italie par une croissance de 6,2% du chiffre d'affaires du secteur de l'immobilier (dans le détail : +6,5% pour le résidentiel, +15,1% pour l'hôtellerie, +5,3% pour les bureaux, et +6,4% pour l'immobilier commercial).

Le Service économique régional de Rome publie également une lettre d'information sur l'industrie et le développement durable: « **Sostenibile** ». Elle est consultable en suivant [ce lien](#).

Copyright

Photo en première page : © Editions internationales du Patrimoine

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional (adresser les demandes à rome@dgtrésor.gouv.fr). ®

Clause de non-responsabilité

Le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SER de Rome
Ambassade de France en Italie - Service économique régional - © DGTRESOR.
Responsable de la publication : Vincent Guitton

Adresse : Piazza Farnese 48
ROME 00186
ITALIE

Redigé par : Béatrice Di Piazza, Cécile Tassin.
Coordonnée par : Federica Mercanti
Revue par : Arnaud Guigné

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

et

Service économique
régional